



HAL
open science

Parti du Mouvement

Olivier Tort

► **To cite this version:**

| Olivier Tort. Parti du Mouvement. Le dictionnaire du progressisme, 2022, pp.829-833. hal-04105454

HAL Id: hal-04105454

<https://univ-artois.hal.science/hal-04105454v1>

Submitted on 24 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

parti du Mouvement

Au début de la monarchie de Juillet, le parti du Mouvement constitua une tentative aussi intéressante que vaine pour ressouder les deux gauches françaises, révolutionnaire et gestionnaire, en une mouvance progressiste commune. La Restauration venait d'être renversée et ses ennemis, regroupés jusqu'alors au sein du parti libéral, se déchiraient aussitôt à belles dents. Face aux modérés désireux de mettre un terme rapide à l'agitation de la rue parisienne afin de consolider le régime encore instable de Louis-Philippe, leurs rivaux entendaient maintenir la cohésion des acteurs de la révolution de Juillet, grâce à une politique plus agressive à l'égard de l'aristocratie et du clergé, de nature à apaiser les émeutiers radicalisés, furieux d'avoir dû renoncer à l'instauration d'une République conçue sur le modèle de 1792.

Dès les premiers jours de septembre 1830, les observateurs trouvèrent un sobriquet à chacune de ces deux tendances : l'aile conservatrice, groupée autour de Casimir Perier et de ses amis doctrinaires Guizot et de Broglie, fut appelée le « parti de la Résistance », tandis que les plus favorables à la révolution formèrent à l'inverse, autour de Jacques Laffitte, un « parti du Mouvement ». Cette expression resta pendant deux ans un des principaux lieux communs de la lexicologie politique. Puis, dès 1833, du fait de l'enracinement d'une ligne conservatrice au sommet de l'État, son usage perdit progressivement en intensité, sauf en 1840 où le gouvernement de Thiers sous les couleurs du centre gauche remit brièvement une telle désignation au goût du jour. Le rapide triomphe de Guizot eut bientôt raison de cette éphémère réactualisation, et l'usage de l'expression devint alors anecdotique.

L'objectif initial affiché ne manquait pourtant pas d'ambition. Tandis que les légitimistes, partisans des Bourbons déchus, avaient refusé dès 1830 de rallier la Résistance, contribuant à nourrir les divisions des droites, le but de Laffitte et de ses amis était, à l'inverse, de fédérer républicains de bonne volonté et orléanistes avancés sous la bannière commune du Mouvement. La démarche s'inscrivait donc dans la longue histoire de l'union des gauches françaises, du point de vue de la fraction modérée. À la différence d'un François Mitterrand un siècle et demi plus tard, la bonne volonté naïve l'emporta ici sur le cynisme manœuvrier, contribuant à l'insuccès décevant de la tentative.

Dans une France habituée à sanctifier les questions constitutionnelles, la mise sous le boisseau de la nature du régime, promettait, il est vrai, d'être épineuse ; cela nécessitait de mettre l'accent sur d'autres revendications d'allure démocratique et sociale, pouvant apaiser la soif de revanche des nostalgiques exaltés de la Révolution française. Le départ des ministres doctrinaires et l'élévation de Laffitte à la présidence du Conseil le 2 novembre 1830, avec l'apparent soutien du roi des Français, parurent d'abord de bon augure. Mais l'application du programme du Mouvement resta pour ainsi dire lettre morte, avant comme après le 2 novembre : la suppression de la Chambre haute, le désir de voir condamnés à mort les ministres de Charles X, la spoliation des anciens émigrés sous couvert de redistribution sociale, l'élection des maires ou encore la liberté de presse sans restriction, furent autant de propositions avancées par les maximalistes et complaisamment relayées dans les pamphlets et journaux du parti, qui ne reçurent aucune concrétisation légale. La partie s'annonçait difficile.

À la Noël 1830, l'éviction de La Fayette à la tête des Gardes nationales, décidée par la majorité parlementaire, suivie de la démission, par solidarité, du garde des Sceaux Dupont de l'Eure, montraient la fragilité d'une mouvance aussi hétérogène que mollement dirigée, face aux pressions hostiles de la bourgeoisie possédante, impatiente de solder *a minima* les comptes de la révolution de Juillet. La fin de l'expérience du Mouvement au pouvoir intervint dès le 13 mars 1831 : l'incapacité gouvernementale à

juguler les violences urbaines de l'extrême-gauche contre l'archevêché de Paris et l'église de Saint-Germain l'Auxerrois conduisit les parlementaires hésitants à abandonner tout net le Mouvement pour donner carte blanche à la Résistance et à son chef Casimir Perier, afin de rétablir l'ordre public menacé. Ce virage sécuritaire fut bientôt approuvé dans les urnes par l'électorat orléaniste, qui resta majoritairement fidèle à cette ligne jusqu'à la chute du régime, moyennant quelques inflexions secondaires.

L'allusion au parti du Mouvement tomba donc rapidement en désuétude au profit de « l'opposition dynastique » ou de la « gauche dynastique », deux notions synonymes aux contours plus restrictifs, celle d'un groupe parlementaire dominé par Odilon Barrot, situé entre l'extrême-gauche républicaine et le centre gauche d'Adolphe Thiers et de Charles de Rémusat, une fois ceux-ci détachés des rangs de la Résistance. La chute rapide du gouvernement Laffitte en 1831, avant toute répression sanglante, avait certes permis de maintenir les liens noués par les anciens chefs du Mouvement avec l'extrême-gauche républicaine, y compris lors de la fameuse campagne des banquets dirigée de concert contre Guizot en 1847-1848, au nom de la réforme électorale : quoique non exempts de méfiance et de ruse réciproque, ces relatifs bons rapports, comparés à d'autres époques, contrastent avec la violente implosion du Front populaire en 1937 ou même avec la rupture de l'union de la gauche en 1983, lors du tournant de la « rigueur ». Au sein de l'opposition de gauche, l'esprit du Mouvement subsista donc en partie jusqu'à la fin de la monarchie de Juillet, quand bien même l'usage du mot paraissait dorénavant inopportun, comme rappelant trop les chances communes gâchées de 1831.

Au début de la Deuxième République, les quelques allusions en forme de clin d'œil nostalgique firent rapidement long feu ; les journées de juin 1848 au cours desquelles les républicains s'entretuèrent puis la nomination d'Odilon Barrot à la tête d'un gouvernement du parti de l'Ordre soulignaient, s'il en était besoin, la rupture définitive entre les anciennes gauches de 1830. La désignation, sous ce même vocable de « parti du Mouvement », des nationalistes italiens et polonais en ébullition au début des années 1860, ne suffit pas à sortir l'expression du magasin des accessoires d'un passé révolu. Comme les Girondins avant lui, le parti du Mouvement, foncièrement prosélyte, avait certes eu, en son temps, l'ambition d'exporter dans toute l'Europe les principes progressistes, comme substituts aux valeurs conservatrices et à la religion catholique ; l'anticléricisme qui le caractérisait ne l'avait nullement empêché d'être aux avant-postes pour soutenir la cause de l'émancipation polonaise de la tutelle russe, l'occasion étant trop belle de déstabiliser la Sainte-Alliance, honnie par les libéraux depuis 1815. Mais le rapide échec français du Mouvement rendait peu attractif son internationalisation européenne. Ne restait plus qu'un vague souvenir, qui continua à fournir aux hommes politiques et intellectuels du XX^e et du XXI^e siècle un balancement rhétorique paresseux entre Ordre et Mouvement.

Bibliographie

Gabriel de Broglie, *La Monarchie de Juillet, 1830-1848*, Fayard, 2011 ; Hervé Robert, *La Monarchie de Juillet*, [1994], rééd. CNRS Éditions, 2017 ; Nathalie Jacobowicz, *1830, Le Peuple de Paris : Révolution et représentations sociales*, PUR, 2009 ; *Le Banquier Jacques Laffitte 1767-1844. Colloque du 13 octobre 2007 à Maisons Laffitte. Bulletin de la Société des Amis du Château de Maisons*, 2008, n°3 ; Virginie Monnier, *Jacques Laffitte, roi des banquiers et banquier des rois*, Peter Lang, 2013 ; Charles Alméras, *Odilon Barrot, avocat et homme politique*, PUF, 1951.

Olivier Tort